



Comité national
contre la privatisation de La Poste,
pour un débat public
et un référendum sur le service public postal

“J’écris au Président”

Campagne pour un référendum sur le service public postal

Une mobilisation historique

Après avoir arrêté le décompte à plus de 2,3 millions de votants, le comité national a écrit au Président de la République pour lui présenter les résultats et lui demander de prendre la mesure d’une mobilisation historique, révélatrice de l’opposition que provoque le projet de changement de statut de La Poste.

Le mépris pour toute réponse

Nous n’avons pas de réponse du Président et le gouvernement a pour sa part engagé la procédure accélérée sur le projet de loi au sénat. Ce qui constitue une marque de mépris vis-à-vis d’un exercice de citoyenneté qui a su trouver sa légitimité et sa crédibilité.

Poursuivons la mobilisation

Le comité national appelle donc à poursuivre la mobilisation sur cette question essentielle du service public postal et à amplifier la dynamique créée par la votation du 3 octobre.

La mobilisation contre la privatisation de La Poste continue avec l’interpellation des sénateurs chargés d’examiner le projet de loi du 2 au 6 novembre 2009.

L’intérêt général d’abord !

La direction de La Poste doit stopper le démantèlement du service public postal qu’elle opère avec ses multiples réorganisations.

Nous demandons des garanties quant au maintien de “vrais” bureaux de poste là où la population en a besoin, que les missions de service public de La Poste seront intégralement assurées. L’absence de ces garanties dans la loi démontre bien que la privatisation de La Poste se fera au détriment du service public.

Le Président doit entendre la population

L’énorme succès du 3 octobre démontre la volonté de la population de s’exprimer sur l’avenir de La Poste.

Nous vous appelons donc à participer largement à la campagne “j’écris au Président” qui, par la voie postale, interpelle le Président Sarkozy pour qu’il organise un débat public et la tenue d’un référendum sur le service public postal.

Une carte postale portant cette demande est diffusée dans tout le pays, il vous suffira de la compléter. Elle sera ensuite expédiée au Président de la République.

.....

Nous pouvons gagner cette bataille. Nous étions plus de 2,3 millions à participer à la votation citoyenne. Partout en France, devant les bureaux de poste, les mairies, dans les entreprises, sur les marchés, les lieux publics : soyons encore plus nombreux à écrire au Président pour qu’il organise le débat public et le référendum sur le service public postal.

Campagne organisée à l’initiative du Comité national contre la privatisation de la Poste, pour un débat public et un référendum sur le service public postal <http://www.appelpourlaposte.fr/>

